

MAITRE D'OUVRAGE

COMMUNE DE VAGNEY
12, Place Paul Caritey 88120 VAGNEY



**REFECTION DE LA TOITURE DU BATIMENT PRINCIPAL
DES SERVICES TECHNIQUES MUNICIPAUX**

CCTP

Lot 01 DESAMIANAGE

<u>MAITRE D'OEUVRE :</u>	B.E Patrice NORMAND Les Champs de Lait 70280 SAINT BRESSON Tel. 03.29.24.30.00 Fax. 03.29.24.31.00 Mail. normand.patrice.pc@orange.fr	<u>BUREAU D'ETUDE ELECTRIQUE :</u>	EURL JTEC 11 rue Calame 88200 EPINAL TEL : 06.26.11.43.02 Jtec.vosges@gmail.com
---------------------------------	---	---	--



01 DESAMANTAGE

01.1 PRESCRIPTIONS GENERALES

01.1.1 GÉNÉRALITÉS

01.1.1.1 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

01.1.1.1.1 Description succincte des travaux

Le présent CCTP a pour objet de décrire l'ensemble des prestations liées à la réalisation des travaux de déconstruction des bâtiments ci-dessous seront à réaliser suivant les nécessités du projet, et comprenant :

- Travaux dits de DÉSAMANTAGE ;

L'attributaire par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris connaissance de l'article **GÉNÉRALITÉS et DESCRIPTION DES OUVRAGES** et il devra réaliser tous les travaux nécessaires en fonction de leur nature , de leur importance, et reconnaît avoir suppléé par ses connaissances professionnelles de sa spécialité aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

01.1.1.1.2 Connaissance des lieux

Lors de sa visite, l'attributaire du présent lot est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution de ses travaux ainsi que celles des autres lots concernant la conception des détails, la qualité et le prix de chaque ouvrage à réaliser.

Cette prise de connaissance concerne notamment pour :

- L'accessibilité au site ;
- Vérifier la possibilité de stockage provisoire ;
- Déterminer la zone pour l'installation de chantier ;
- Prendre connaissance des servitudes qui peuvent y être attachées, ainsi que les contraintes d'horaires, les interdictions de nuisance vis-à-vis des tiers et les dégradations des installations avoisinantes.
- Constater la position et l'état des ouvrages existants du projet et de ceux avoisinants,

Ces contraintes ci-dessus ne sont pas limitatives mais qu'indicatives. Elles seront réputées être prises en compte dans tous les prix unitaires proposés par l'entrepreneur attributaire du présent Lot. l'entrepreneur du présent Lot devra également définir à la lumière de son étude l'ensemble de ses installations en fonction de son choix technique et d'en informer le maître d'œuvre pour visa.

L'attributaire du présent lot ne peut donc arguer d'ignorance quelconque de ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais Pour l'exécution ainsi que le détail des moyens qu'il mettra en place pour exécuter ses travaux et cela afin de respecter tous les documents normatifs et contractuels dans ce projet.

01.1.1.1.3 Présentation de l'offre et la vérification des données du CCTP

Le soumissionnaire du présent lot devra présenter son offre suivant la forme des documents fournis "DPGF" lors de l'AO. Toute présentation non conforme sera rejetée si après une 1er demande de mise en conformité n'est pas faite par le présent lot

Le soumissionnaire est informé que les prescriptions proposées de démolition/déconstruction décrits au CCTP ne sont qu'indicatives . En effet, elles ne pourront être réalisées par le présent lot qu'après les avoir vérifiés et adaptées à la lumière de son savoir-faire et sous sa responsabilité en fonction des divers types de constructions du présent projet.



Les modifications ou compléments jugés utiles ou nécessaires devront être joints, à la soumission, accompagnés des justifications correspondantes. Il devra inclure en annexe et jointe dans son offre, tous les éléments non portés au présent CCTP nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages prévus sur les plans structure.

Le soumissionnaire devenant titulaire du présent lot, celui-ci devra utiliser le matériel et engins nécessaires à la bonne exécution des travaux de démolition/déconstruction, ainsi que ceux pour les transports et manutentions diverses. Il sera également dû forfaitairement ou au prix bordereau (DPGF), tous les travaux dits annexes et nécessaires seront compris par le présent lot.

Le soumissionnaire devenant titulaire du présent lot, et qui envisagerait de procéder à d'autres techniques de démolition/déconstruction devra clairement le préciser en annexe dans son offre (suivant le principe de la DPGF) . Il devra livrer son lot aux autres lots suivant leurs propres nécessités ainsi qu'à celles qui sont globales du projet.

01.1.1.1.4 Réhabilitation - Travaux à réaliser

A. Caractéristiques des existants

A. 1 Type de bâtiments

Désamiantage de certaines parties de bâtiments du présent lot seront réalisées suivant la description des travaux du présent CCTP et à réaliser pour les bâtiments de type suivant :

- Établissement soumis au code du travail

A. 2 Occupation des locaux

- Les locaux sont occupés

01.1.1.1.5 Diagnostics

01.1.1.1.5.1 Diagnostics amiante

01.1.1.1.5.1.1 Diagnostic en matière de recherche de matériaux amiantifères

Il est fait ici le rappel aux soumissionnaires de l'état actuel de la réglementation ci-dessous.

DIAGNOSTICS AMIANTE .

Diagnostic en matière de recherche de matériaux amiantifères :

- Décret n°2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. (NOR:MESP0122854D) ;
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations ;
- Décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 relatif au repérage amiante pour la prévention du risque amiante à bord des navires (public utilisateur).
- **Le présent attributaire devra tenir compte des publications ci-dessous:**
- **Publication en Août 2017 – NF X46-020 – Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité – Mission et méthodologie.**
- **Publication Janvier 2019 – NF X46-101* – Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les navires, bateaux et autres constructions flottantes – Mission et méthodologie.**
- **Publication Juillet 2019 – NF X46-100 – Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité – Mission et méthodologie.**
- **Publication Octobre 2019 – NF F01-020* – Applications ferroviaires – Repérage amiante – Identification des matériaux et produits contenant de l'amiante dans le matériel roulant ferroviaire.**
- **Publication Octobre 2020 – Fascicule de Documentation FD X46-041 – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.**
- **Publication Novembre 2020 – Norme NF X 46-102 – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers.**
- **Publication 2021 – Norme NF X 46-021 – Examen visuel des surfaces traitées après travaux de traitement de matériaux et produits contenant de l'amiante.**

Il est fait également dans le présent projet le rappel à l'attributaire du présent marché de l'application de l'article R4412-97 du code du travail des risques de l'exposition des travailleurs à l'amiante.

L'entreprise soumissionnaire devra avoir la connaissance des derniers décrets applicables à la date de son intervention. Elle prend connaissance du diagnostic AMIANTE joint avec l'AO, et elle pourra faire d'éventuelles remarques sur ce document, puis de prendre toute mesure nécessaire pour satisfaire au retrait desdits matériaux amiantés ainsi qu'à la protection individuelle et collective des divers intervenants sur le site.

01.1.1.2 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR DE TRAITER LE PRÉSENT LOT

Le présent lot a pour obligation de remettre une offre suivant le type de marché ci-après. Toute offre ne respectant pas cette directive sera purement et simplement rejetée :

01.1.1.2.1 Type de marchés

01.1.1.2.1.1 Lot traité global et forfaitaire

Il est précisé à l'attributaire que dans le présent document il est fait le choix de traiter tous les ouvrages à prix global et forfaitaire. Le prix forfaitaire rémunère le présent titulaire pour un ensemble de prestations, un ouvrage ou une partie d'ouvrage définis dans le marché et cela indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser une prestation décrite dans le CCTP. Chaque ouvrage sera chiffré dans la DPGF et réalisé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et suivant les indications du présent document.

L'attributaire devra prendre connaissance des prestations des autres corps d'état dont les travaux seront exécutés en liaison avec les siens, et adapter ses propres travaux pour assurer une parfaite finition de l'ensemble de l'ouvrage.

Dans le cas où l'attributaire estimerait qu'il y a dans ce dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, l'attributaire devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Toute modification s'accompagnera d'une note explicative détaillée et jointe à son offre. De ce fait, si l'ouvrage concerné figure sur les plans, l'attributaire ne pourra arguer d'un oubli de description et de localisation par l'auteur du présent document pour prétendre à un supplément concernant un ensemble d'ouvrages traités globalement au prix forfaitaire et faisant l'objet du présent marché.

01.1.1.2.1.2 Quantitatif - Plans joints avec l'appel d'offres « AO »

Il est fait le rappel au soumissionnaire du présent lot, qu'il lui est fourni avec l'appel d'offres (AO) :

- Un quantitatif et des plans de principe venant compléter le CCTP. Ces documents ont été réalisés par le Maître d'œuvre et cela pour des ouvrages en parfait état de finition.

Les documents précités ont pour vocation de permettre au soumissionnaire de fournir après vérification desdits documents une offre cohérente avec les ouvrages à réaliser. Il est fait ici le rappel au soumissionnaire du présent lot, que si celui-ci estimerait qu'à la lumière de son étude qu'il y a dans les documents précités des omissions, erreurs ou de non-conformités avec la réglementation en vigueur et qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son offre. Cette modification s'accompagnera d'une note explicative détaillée et jointe à son offre. De ce fait, si l'ouvrage concerné figure sur les plans mais non détaillé dans le quantitatif, le soumissionnaire devra l'inclure dans l'un de ses prix unitaires appropriés.

En effet, le soumissionnaire devenant le titulaire du présent lot, il ne pourra par la suite arguer d'un oubli de description, de quantité et de localisation par l'auteur du présent document pour prétendre à un supplément de prix concernant un ensemble d'ouvrages traité en parfait état de finition et faisant l'objet du présent projet.

01.1.1.2.2 Responsabilité du présent lot démolition/déconstruction

L'entrepreneur devenant l'attributaire du présent Lot est contractuellement réputé s'être assuré, avant la remise de son offre, que tous les documents fournis lors de l'AO ne font pas l'objet d'erreurs ou d'omissions. Qu'il s'est assuré à la lumière de son expérience par ses propres calculs d'entrepreneur et homme de l'art, que ses diverses actions nécessaires aux travaux du présent projet sont appropriés à leurs fonctions et qu'ils répondent en tout point aux règles professionnelles ainsi qu'aux DTU et normes en vigueur de son lot au moment de son offre et compte tenu des données du chantier.



Il lui est précisé d'une part que dans le cas contraire, l'entrepreneur fera par écrit au maître d'œuvre, les remarques et observations qu'il jugera utiles.

L'attributaire du présent lot, restera toujours responsable des moyens appropriés pour la réalisation de ses travaux de démolition/déconstruction pour ne pas être la cause de dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers : mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc. qu'il met en œuvre pour réaliser le présent projet.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître d'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

L'attributaire du présent lot doit :

- Être en conformité à la réglementation en vigueur ;
- Faire face aux conditions particulières rencontrées pour le chantier ;

01.1.1.2.3 Obligations de l'entrepreneur concernant l'exécution des travaux

L'entrepreneur devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces travaux de démolition.

Il supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur qui se rapportent plus particulièrement à la barrière sur rue, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

Il posera tous les panneaux de signalisation nécessaires, ainsi que tous les éclairages de nuit, et prendra toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

Dans le cas où le bâtiment à démolir contient des ouvrages avec de la peinture au plomb, l'entreprise précisera les mesures prises contre les risques d'ingestion et d'inhalation des particules de plomb pendant les travaux.

01.1.1.3 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS : NON LIMITATIFS

Il est fait le rappel à l'attributaire des dispositions particulières à chacun des lots qui seront précisées dans leurs spécifications techniques respectives, sauf dispositions particulières indiquées dans le présent document, les calculs, la conception, ainsi que la fabrication en usine puis l'exécution sur le chantier, la mise en œuvre et le réglage des ouvrages, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage. Toutes les dispositions précédemment énumérées seront dans leur ensemble conforme aux normes et règlement ainsi qu'aux prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur au moment des travaux.

Il est précisé à l'attributaire du présent lot devra proposer au maître d'œuvre ses plans d'exécution pour Visa avant tout démarrage de ses travaux et se reporter impérativement aux pièces générales du marché de ses annexes ainsi qu'aux documents dits particuliers de chacun des lots afin d'en avoir une parfaite connaissance. Que pour tous les documents qui seront mentionnés ci-après, il sera retenu leur dernière parution et cela à la date de la présente prescription du marché de travaux. De ce fait, en cas d'erreurs, voire de contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (CCTP, plans, etc.), il devra immédiatement en avertir le maître d'œuvre et prévoir tout complément en annexe de son offre. De plus, lorsque l'attributaire utilisera certains procédés et des matériaux dits non traditionnels et non régis par les documents de référence cités ci-avant, ceux-ci devront alors être obligatoirement instruits et validés par le CSTB et posséder obligatoirement un Avis Technique voire un ATx ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents)

Nota :

En cas de réédition, de modification ou de mise à jour, le document de référence est celui qui est en vigueur à la date de consultation des entrepreneurs.

01.1.1.3.1 Règlement, codes, lois, cahiers et avis applicable aux marchés publics

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Code civil ;
- Le code de l'Urbanisme ;

- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Code général des collectivités territoriales ;
- Code des communes ;
- Code des marchés publics ;
- Code des marchés publics ;
- Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- Textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers ;
- Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Textes concernant les déchets de chantier ;
- Législation concernant les travaux de désamiantage ;
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- Règles Véritas-Socotec-Sécuritas ;
- Et tous autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité.
- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des DTU ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012 et RT2020) ;
- Application de la commande publique au 1/04/2019 ;
- La législation sur l'accessibilité aux handicapés. La loi du 5 août 2015 ratifie l'ordonnance pour l'accessibilité aux handicapés, qui prévoit que dans les établissements d'une capacité d'accueil de plus de 200 personnes
- Les essais des installations techniques de bâtiments réalisés par les attributaires sur le chantier avant la réception, afin de s'assurer de leur bon fonctionnement, font désormais l'objet d'attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC, qui remplace les anciens PV COPREC ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le code du travail ;
- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- La note de sécurité ;
- Les prescriptions de la santé publique.
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville de VAGNEY
- Les avis des Bâtiments De France (ABF) ;
- Application du code des marchés publics 2016 (décret 2016-360) applicable à compter du 01/04/2016 ;
- Le résultat de la campagne de sol ;
- Les remarques du permis de démolir ;
- Les attendus du permis de construire ;
- La note de sécurité ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir.

Liste ci-dessus non limitative.

01.1.1.3.2 Textes relatifs au désamiantage

Textes réglementaires et autres

Réglementation "Santé Publique" :

- Articles L. 1334-12-1 Les propriétaires, ou à défaut les exploitants, des immeubles bâtis y font rechercher la présence



- d'amiante ;
- Article R1334-17 : Modifié par Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 - art. 1 Les propriétaires des parties communes d'immeubles collectifs d'habitation y font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante.
- Articles R. 1334-14 à R. 1334-29 Livre 3 protection de la santé et environnement : Chapitre 4 Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante et contre les nuisances sonores - Section 2 exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis - sous-section 1 -2 et 3: flocage, calorifugeages et faux plafonds ;
- Article R1334-29-3 Créé par Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 - art. 1 I. A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R. 1334-29 .
- Article R. 1334-23 avant toute restitution des locaux traités le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa du présent article ;
- Article R. 1334-25 Il fait également procéder à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement . L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception;
- Article R1334-29-5 : Les propriétaires mentionnés aux articles R 1334-17 et R1334-18 constituent et conservent un dossier intitulé " dossier technique amiante " ;
- Chapitre 7 Dispositions pénales - Section 2 Exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis Articles R. 1337-2 à R. 1337-5 ;
- NF X 46-021- Août 2010 Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis . Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante. **Technique** : bâtiment, matériau de construction, amiante, détection, flocage, calorifugeage, faux-plafond, démolition, chantier de construction, réception, contrôle technique, examen visuel, processus, surface, classification, mode opératoire, rapport technique, définition, fiche technique.

Principaux décrets et arrêtés :

- Décret n°78-394 du 20 mars 1978 relatif à l'emploi des fibres d'amiante pour le flocage des bâtiments
- Décret n°94-645 du 26 juillet 1994 relatif aux produits contenant de l'amiante
- Décret n°96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante
- Décret n°2001-963 du 23 octobre 2001 relatif au fonds d'indemnisation des victimes à l'amiante institué par l'article 53 de la loi du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale
- Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante
- Arrêté du 21 novembre 2006 relatif aux critères de certification des compétences des personnes physiques opérateur de repérage et diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Arrêté du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 23 février 2012 relatif à la formation travailleurs amiante
- Arrêtés du 23 et 29 février 2012 relatif aux contenus des registres déchets et stockage des déchets amiante
- Décret du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret du 14 août 2012 relatif à la mesure d'empoisonnement
- Arrêté du 14 décembre 2012 relatif aux conditions de certification des entreprises traitement de l'amiante
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, entretien et vérification des EPI utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, mesures de prévention et MPC à mettre en œuvre lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante

Etc..

Réglementation Le Code du Travail (Nouvelle Partie Législative et Réglementaire) :

- Application du code du travail en vigueur au moment des travaux en 2019.

Appareils de protection respiratoire :

- NF EN 14594 Appareils de protection respiratoire - Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé à débit continu - Exigences, essais et marquage

- NF EN 12941/A2 Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule - Exigences, essais, marquage ;
- NF EN 12942/A2 Appareils filtrants à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques- Exigences, essais, marquage ;
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant ;
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Recommandations de la CNAM relatives aux travaux ou interventions sur flocage d'amiante ou matériaux contenant de l'amiante ;

Etc..

Réglementation "Construction et habitat" :

- Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (R 111-43 à 48) ;
- Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (JO le 1er juin 2011).

Réglementation "Environnement" :

- Code de l'environnement, articles L 541-1 et suivants, R 541-7 et suivants et R 551-7 à R 551-13 ;
- Décret n° 2016-288 du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets
- Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux
- Arrêté du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;
- Arrêt du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante., publié au Journal officiel du 6 avril 2012, modifie en conséquence les prescriptions pour le stockage de matériaux contenant de l'amiante dans les installations de stockage de déchets inertes, les installations de stockage de déchets non dangereux et les carrières.
- Décret n°2006-302 du 15 mars 2006 pris pour l'application de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement relatif aux installations de stockage de déchets inertes
- Arrêté du 26 Juillet 2012 qui concerne la modification du formulaire CERFA n°11861*0.

Obtention de la certification des entreprises :

- NF X46-010 (août 2012) est associée à la norme **NF X 46-011** : Travaux de traitement de l'amiante - Référentiel technique pour la certification des entreprises **réalisant le traitement de l'amiante** - Exigences générales (Indice de classement : X46-010 et 011).
- Arrêté du 22 février 2007 modifié le 13 octobre 2009 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante.

Nota :

La liste ci-avant est non limitative mais indicative. En effet le présent lot doit réaliser ses travaux en conformité avec les Normes, Arrêtés, Décrets et Codes connus à la date de l'AO - lors de son intervention et cela pendant toute la durée du projet.

01.1.2 QUALITÉ DES MATÉRIAUX

01.1.2.1 OUVRAGES CONSERVÉS APRÈS INTERVENTION DU PRÉSENT LOT

Dans le cas ou dans le présent projet des parties de bâtiments sont conservées, le présent lot devra vérifier si ils correspondent aux attendus du projet à savoir :

- En cas où ceux-ci pourraient être la cause de désordres futurs dû à l'intervention du présent lot , il devra en référer par écrit au maître d'œuvre et prendre immédiatement toute mesure de conservation et y remédier sans délai
- Si le présent lot est en mesure d'apporter la preuve que les ouvrages incriminés ne sont pas le fait de son intervention , il devra produire le constat d'huissier avant ses travaux.

01.1.3 PRÉCONISATION DE MISE EN ŒUVRE

01.1.3.1 PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'attributaire du présent lot devra s'affranchir de toutes les contraintes liées au présent lot DÉMOLITION/DÉCONSTRUCTION et de prendre toute mesure en cas où certains bâtiments sont en parties conservées

01.1.3.1.1 Exigences concernant le personnel affecté aux activités de traitement de l'amiante

Nombre de personne assurant les travaux :

L'attributaire du présent lot doit justifier d'un nombre suffisant de personnes pour assurer les traitements de l'amiante selon la nature et l'importance des chantiers, par ses moyens propres.

Elle justifie de l'emploi de personnel possédant les compétences suivantes : encadrement technique, encadrement de chantier, opérateur de chantier.

Tout le personnel susceptible d'être affecté aux travaux de traitement de l'amiante est âgé de plus de 18 ans, titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée, formé et reconnu depuis moins de deux ans sans contre-indication médicale. Les justificatifs correspondants sont conservés et sont présentés, à sa demande, à l'organisme certificateur.

Par ailleurs, parmi ce personnel, l'attributaire dispose d'un nombre approprié de personnes formées au secourisme du travail en prenant en compte les risques particuliers liés aux activités amiante de l'attributaire.

Formation du personnel suivant l'arrêté du 23 février 2012 / *qui a abrogé l'arrêté du 22 décembre 2009 : l'entrée en vigueur des dispositions de cet arrêté de 2009 avait été reportées au 1er janvier 2012 par l'arrêté du 23 mai 2011*) :

- Tout le personnel affecté aux activités amiante (encadrement technique, encadrement de chantier, opérateurs de chantier) possède des compétences nécessaires à l'exercice de sa fonction.
- Pour ce faire, le personnel a bénéficié d'une formation dispensée conformément aux exigences réglementaires. Toute formation est complétée par une formation aux pratiques de l'attributaire du présent lot ainsi que les équipements mis en œuvre et a fortiori lorsque l'attributaire met en œuvre des techniques de traitement spécifiques.
- Toute formation donne lieu à un enregistrement.

Liste non limitative.

01.1.3.1.2 Traitement des déchets avec ou sans amiante

01.1.3.1.2.1 Installation de chantier propre au désamiantage

Cette prestation comprend l'installation de chantier propre au désamiantage et elle intégrera tous :

- Les moyens de confinement des zones concernées ;
- Les moyens de mise en dépression y compris leurs secours avec SAS d'accès et de décontamination ;
- Une Aire identifiée et protégée de stockage avant enlèvement.

01.1.3.1.2.2 Élimination des déchets amiantés

01.1.3.1.2.2.1 Plan de retrait

Le titulaire du présent lot devra alors établir un plan de retrait, conformément au décret valide au moment des travaux et est soumis pour avis au CHSCT (ou à défaut aux délégués du personnel) et au Médecin du travail et transmis 1 mois avant le début des travaux à l'inspection du travail, à l'OPPBT et au service prévention de la CRAM du lieu des travaux de désamiantage.

01.1.3.1.2.2.2 Élimination des déchets d'amiante

Il est fait ici le rappel à l'adjudicataire que l'ensemble des déchets amiantés seront éliminés par inertage. Ainsi, tous les déchets doivent être conditionnés, transportés, éliminés dans des conditions propres à éviter toute atteinte à la santé publique et à l'environnement, tout en privilégiant leur valorisation, conformément à la loi en vigueur au moment des travaux.

01.1.3.1.2.2.3 Point zéro et restitution

Pour réaliser ces deux directives, l'adjudicataire qu'il devra alors procéder à la mesure initiale du niveau d'empoussièrement avant d'engager les travaux. Il s'agira du point zéro.



Pendant la durée du chantier, des contrôles ponctuels et dispersés seront alors réalisés et cela afin de procéder à la vérification du non dépassement des seuils réglementaires.

01.1.3.1.2.2.4 Demande d'acceptation préalable

Dès la notification du marché à l'adjudicataire du présent lot, qu'il devra alors effectuer une demande d'acceptation préalable des déchets auprès des installations de destruction des déchets amiantés.

Le certificat d'acceptation au préalable (CAP) donne toutes les indications utiles caractérisant les déchets contenant de l'amiante. Il participe en complément du Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés (BSDA - document CERFA) au suivi du déchet.

01.1.3.1.2.2.5 Champ d'application et quantification

Les chantiers de BTP génèrent en majorité des déchets inertes, mais également des déchets dangereux, des déchets industriels banals (DIB) et des déchets assimilables à des déchets ménagers (DMA).

01.1.3.1.2.2.5.1 Plans de gestion

- Les plans de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics ont essentiellement vocation à couvrir le champ des déchets industriels banals et des déchets inertes issus de ces activités.

Les déchets industriels spéciaux et les déchets collectés dans le cadre du service public, par les collectivités territoriales en application de l'article L. 2224-14 du code des collectivités territoriales (Modifié par Ordonnance n° 2010 -1579 du 17/12/2010 - art 24) sont traités respectivement dans le cadre des plans régionaux d'élimination des déchets industriels spéciaux (DIS) et des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Il est donc important que ces gisements soient bien pris en compte dans les plans DIS et DMA. Si cela n'était pas le cas, vous saisissez l'occasion des plans BTP pour évaluer ces gisements, mettre en place les structures de collectes et de regroupement nécessaires, avant renvoi dans les plans DIS et DMA, pour les opérations d'élimination.

- Depuis 1998, plusieurs initiatives ont été prises pour traiter l'ensemble des déchets du bâtiment et des travaux publics dans le cadre de la planification des déchets ménagers et assimilés. Dans ce cas, il n'y a pas lieu de refaire la procédure, mais au contraire de poursuivre cette démarche en tenant compte des prescriptions suivantes :
 - * Des acteurs concernés par les déchets du bâtiment et des travaux publics ;
 - * Établissement d'un document récapitulatif distinct sur les déchets du bâtiment et des travaux publics au sein du plan départemental.

La première démarche consistera donc à l'identification et la quantification des gisements. Vous pourrez utiliser les études de quantification déjà réalisées aux niveaux national et local. Le dimensionnement des investissements devra se faire sur la réalité de ces gisements de façon à ce que le phénomène de décharges illégales ne se produise plus.

01.1.3.1.2.2.5.2 Élaboration du plan

- Pour l'élaboration du plan, vous pourrez constituer, réunir et présider, dans chaque département une commission formée, suivant les conditions locales, de représentants de l'État, des établissements publics (dont l'ADEME), des représentants des professionnels du bâtiment et des professionnels des travaux publics, des représentants des carriers et des professionnels du déchet, des représentants des maîtres d'ouvrages publics et privés et des maîtres d'œuvre, des représentants des collectivités territoriales et des représentants des associations, et tout autre représentant de partenaire local susceptible d'apporter des solutions d'élimination ou de recyclage complémentaire (négoce, sites industriels...).

La commission ainsi formée définit son programme de travail et les modalités de son fonctionnement.

- Le projet de plan, présenté par la commission, est communiqué pour avis au préfet de région, qui en vérifie la concordance avec les plans des départements voisins. Le cas échéant, le préfet de région fait des observations et propose des améliorations éventuelles pour assurer la compatibilité des plans. Si nécessaire, le projet retourne devant la commission pour y être modifié.

Il est ensuite soumis pour avis au conseil général, au conseil départemental d'hygiène et de sécurité, à la commission consultative visée à l'article 5 du décret n° 96-1008 du 18 novembre 1996 (Version modifiée du 24/11/1996 au 5/05/2002), relatif aux plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés et à la commission consultative visée à l'article 5 du décret n° 96-1009 du 18 novembre 1996, relatif aux plans d'élimination des déchets industriels spéciaux.

- Le plan est approuvé par le préfet de département et mis à la disposition du public ;
- Le plan doit être actualisé régulièrement. Il est révisé au plus tard dix ans après son approbation ;
- Une fois par an, un rapport relatif à la mise en œuvre du plan sera présenté à la commission.

01.1.3.1.2.2.5.3 Contenu du plan

La démarche de planification devra au minimum comporter :

- La quantification des déchets de chantiers prenant en compte la catégorie des déchets selon la nomenclature des déchets en vigueur lors des travaux et, si possible, les filières matériaux ;
- Le recensement des filières de traitement existantes et prévues ainsi que leurs capacités ;
- La détermination des installations nouvelles nécessaires (nombre et capacité minimale), dans une logique de proximité. La démarche de planification s'attachera à assurer un service de proximité. Il conviendra de déterminer un rayon d'influence des installations afin d'obtenir une couverture de l'ensemble du territoire ;
- Un bilan de la gestion des ressources en matériaux et du recours aux matériaux recyclés.

Lors de l'examen des filières d'élimination, il faudra privilégier celles permettant une valorisation. Les débouchés devront être, dans la mesure du possible, locaux. A cet effet, une concertation entre tous les partenaires concernés devra être recherchée le plus en amont possible afin de définir les débouchés potentiels. Les possibilités de valorisation peuvent être recherchées par filière "matériau" (verre, granulats, enrobés, métaux...) au lieu de raisonner par secteur d'origine (bâtiment ou travaux publics).

01.1.3.1.2.2.6 Transport et élimination des déchets

Le transport des déchets est soumis à l'arrêté du 11 décembre 2018 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voie terrestres ("arrêté TDM") modifie les règles de transport des déchets amiantés à partir du 1er janvier 2019 (possibilité d'appliquer la réglementation actuelle jusqu'au 30 juin 2019).

Cet arrêté introduit un nouveau paragraphe introduisant des "dispositions spéciales relatives au transport de déchets issus de chantiers routiers ou de chantiers de démolition ou de réhabilitation d'immeubles sinistrés, contaminés par l'amiante non lié", intitulé "3.9 de l'annexe I de l'arrêté TMD".

Ainsi, sous certaines conditions, le transport en vrac de déchets ou objets est autorisé :

- Dans des véhicules découverts
- Depuis le chantier de travaux routiers ou le chantier de désamiantage ou de réhabilitation d'ouvrages ou d'immeubles sinistrés où ces déchets sont générés vers un centre agréé de stockage de déchets.

Du fait de leurs dimensions, ces déchets peuvent être emballés dans des grands sacs dits "conteneurs-bags" aux dimensions d'une benne. Il est interdit d'utiliser plusieurs conteneurs-bags de dimensions plus réduites dans une même benne pour le transport de ces déchets.

Ces conteneurs-bags doivent être constitués au minimum de deux enveloppes, solidaires ou non, l'enveloppe intérieure étant rendue étanche aux poussières "afin d'empêcher la libération de fibres d'amiante en quantité dangereuse pendant le transport". Quant à l'enveloppe extérieure, elle doit "assurer une fonction de résistance mécanique face aux chocs et aux sollicitations habituelles en cours de transport". Ils doivent résister également au poinçonnement ou à la déchirure et disposer d'un système de fermeture suffisamment étanche "pour éviter l'envol de fibres d'amiante en quantité dangereuse pendant le transport". La masse maximale de déchets par emballage indiquée par le fabricant du conteneur-bag doit être respectée.

Ce nouvel arrêté précise qu'il est interdit de mélanger aux déchets emballés via ces conteneurs-bags des déchets (par exemple déchet de flocage contenant de l'amiante non lié) ou des objets (EPI contaminés par de l'amiante non lié), sauf exceptions liées à leurs dimensions et de mélanger aux mêmes déchets d'autres déchets, solides ou non, dangereux ou non, non contaminés par de l'amiante non lié.

Les déchets issus de chantiers routiers contaminés par l'amiante non lié ou les terres contaminées par l'amiante non lié doivent être emballés dans un conteneur-bag unique.

Les déchets ou objets contaminés par l'amiante non lié, issus de chantiers de réhabilitation ou de démolition d'ouvrages ou d'immeubles sinistrés, sont emballés dans un emballage constitué par un conteneur-bag doublé d'un second du même type

Une fois que les déchets ont été bien enfermés, ils doivent être expédiés pour qu'il soit procédé à leur élimination. Une autorisation préalable du gestionnaire de la décharge doit être obtenue avant le démarrage des travaux.

Le transport des déchets conditionnés s'effectue de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières dans des bennes ou conteneurs clos. Les règles relatives au transport et mises en décharge sont celles relatives aux substances et préparations dangereuses. Le transport se fera suivant l'itinéraire le plus court ou le plus approprié, vers un site habilité à recevoir ce type de

matériaux, une décharge de Classe 1 (le stockage ne se fait en aucun cas à l'air libre).

Il sera délivré au transporteur une déclaration de chargement portant la mention 'amiante' et précisant que l'emballage ne doit pas être ouvert sur le domaine public.

- Un certificat de mise en décharge est délivré par la décharge de Classe 1 qui réceptionne le chargement. Un bordereau BSDAB de suivi doit être tenu à jour. Circulaire n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;
- C 19-07-96 circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée par la Circulaire 97/0321 du 12/03/1997 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.



Étiquetage :

Le décret 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante précise la nature de l'étiquetage, (voir le modèle ci-joint d'étiquetage ou marquage devant figurer sur les produits contenant de l'amiante ou sur leur emballage).

Les procédures et instructions de l'entreprise doivent conduire à la maîtrise en toute sécurité de chacune des étapes de la gestion des déchets, notamment :

- Les caractéristiques du déchet amianté liées à son mode de production, et sa caractérisation, le cas échéant, décrits dans la fiche d'identification déchets ;
- L'acceptation préalable des déchets par une installation de stockage ou de traitement ;
- Le tri ;
- La collecte ;
- La manutention ;
- L'emballage et le conditionnement ;
- La décontamination des emballages et la sortie des déchets de la zone de traitement ;
- Le repérage et l'identification ;
- L'entreposage sur site et, le cas échéant, le transit dans l'établissement du demandeur de la certification ;
- Le chargement ;
- Le transport ;
- La traçabilité de la gestion des déchets notamment au moyen des bordereaux de suivi pour les déchets contenant de l'amiante (BSDA).

Liste non limitative.

01.1.3.1.2.2.7 Mise en décharge des déchets

La mise en décharge, la valorisation et le recyclage, a pour corollaire la limitation du stockage des déchets réservés. Il est à noter qu'à partir du 1er juillet 2002, aux seuls déchets ultimes, c'est-à-dire qui ne sont plus susceptibles d'être traités ou valorisés et notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux, cette prescription s'applique aussi bien aux déchets du BTP qu'à tout type de déchets.

La définition du déchet ultime pose la question de la partie valorisable du déchet. La réponse n'est pas absolue. Elle doit s'interpréter, en premier lieu, comme un effort soutenu de développement de la récupération et du recyclage. Cette solution doit être systématiquement recherchée prioritairement. Mais elle doit aussi s'interpréter en tenant compte des conditions économiques, technologiques et sanitaires.

- Les conditions économiques tiennent aux coûts des filières à mettre en place, et à l'existence de débouchés réels de produits et matériaux recyclés.
- Les conditions technologiques ont trait à l'existence des techniques de valorisation.
- Les conditions sanitaires ont trait à l'existence possible de risques pour la santé humaine.

La notion de déchet ultime est également évolutive dans le temps c'est-à-dire qu'elle doit sans cesse s'enrichir des développements des technologies. Elle contient donc, en second lieu, une exigence de développement des technologies de valorisation et d'adaptation de son contenu à ces technologies.



L'objet de la planification est justement :

- De faire le point sur les possibilités départementales de recyclage et d'en pérenniser les filières d'utilisation ;
- De définir le déchet ultime en fonction de ces possibilités ;
- D'assurer l'adaptation progressive de cette définition en fonction du développement de ces possibilités.

01.1.3.1.2.2.7.1 Connaissance du projet pour les déchets

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, le soumissionnaire devra prendre connaissance des plans et du diagnostic amiante, des lieux et des cahiers des charges des autres lots, notamment les dispositions communes à tous les lots, et tenir compte des exigences des clauses exposées dans les divers documents faisant l'objet du marché de travaux.

L'adjudicataire du présent marché doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour le tri sélectif et l'évacuation dans les centres de traitement adéquat des déchets.

01.2 DESCRIPTION DES OUVRAGES

01.2.1 PRÉPARATION

01.2.1.1 Plan de retrait

Réalisation d'un plan de retrait, conforme à la réglementation en vigueur, comprenant:

- la localisation de la zone à traiter
- le type d'amiante présent ainsi que les quantités manipulées
- le lieu et la description de l'environnement de chantier ou les travaux sont réalisés
- la date de commencement et la durée probable des travaux
- le nombre de travailleurs impliqués
- le descriptif du ou des processus mis en œuvre
- le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre
- les modalités des contrôles d'empoussièrement
- les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux
- les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets
- les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements
- les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets
- les durées et temps de travail déterminés
- les dossiers techniques
- les notices de poste
- un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air
- la liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier (avec: dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, dates de visites médicales, noms des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés au chantier, les dates de validité de leur formation)
- dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait

01.2.1.2 Installation de chantier

Installation et préparation du chantier, comprenant:

- installations électriques: installation et repli d'un coffret de chantier avec les protections nécessaires
- alimentation provisoire en eau: travaux nécessaires à la création d'un réseau d'alimentation, le maintien hors gel du réseau
- rejet des eaux usées: travaux nécessaires à la filtration des eaux et rejet sur le réseau existant
- balisage: disposé de sorte qu'un intervenant extérieur au dispositif ne puisse ignorer la nature des travaux en cours. Implantation à l'extérieur des bâtiments, à proximité des accès
- base vie: la mise en place, l'entretien et le retrait d'une base vie spécifique aux travaux de désamiantage (vestiaires - WC - SAS) et une aire de stockage des déchets avec confinement de sol au moyen d'un film PVC
- travaux préliminaires: l'entreprise assurera la démolition et l'évacuation des ouvrages, qui empêchent l'accès aux matériaux à désamianter

Accès à la zone d'intervention:

- l'installation, la décontamination et le repli d'un échafaudage et/ou d'une nacelle
- hauteur: 12.00m

01.2.1.3 Confinement et mise en sécurité du chantier

Travaux de confinement des zones de travail, comprenant:

- obturation de tous les éléments pouvant être à l'origine d'un échange d'air entre l'intérieur et l'extérieur des zones à traiter
- EPI: chaque opérateur sera équipé d'un masque TMP sur masque intégral à ventilation assistée - une combinaison jetable - des

gants - des surbottes (protections jetables et renouvelées systématiquement après utilisation)

01.2.2 DÉPOSE DES MATÉRIAUX AMIANTIFÈRES

La dépose des matériaux concernés sera exécutée en prenant toutes dispositions pour respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

Les principes suivants seront notamment à respecter dans l'exécution des travaux:

- limiter au maximum la formation de poussière par l'utilisation d'outils adaptés à chaque situation de travail
- les travaux de dépose devront se faire au mouillé dans toute la mesure du possible
- l'utilisation d'outillages à vitesse rapide tels que tronçonneuses, raboteuses de sol et autres non équipés d'un dispositif d'aspiration est proscrite

01.2.2.1 Dépose des habillages extérieurs de la tour de séchage, faces Nord - Est - Ouest



Façade SUD - matériaux amiantés : habillages de la tour de séchage (façades NORD – EST – OUEST)

LOCALISATION

- tour de séchage

01.2.2.2 Nettoyage de la zone

01.2.3 TRAITEMENT DES DÉCHETS

Par déchets, il faut entendre, en plus des déchets d'amiante proprement dits consécutifs aux travaux, tous les matériaux, matériels et équipements ayant été en contact avec des fibres d'amiante.

Le traitement des déchets devra se faire dans le plus strict respect de la réglementation en vigueur à ce sujet, collecte des déchets et sortie de la zone de travail.

Les déchets devront être conditionnés de manière totalement étanche.

Ils devront être enfermés au niveau de la zone de travail, dans un sac étanche.



Ce sac sera douché puis enfermé au niveau de la zone de décontamination dans un second sac étanche.

Les sacs étanches devront être de type homologué, comportant de manière indélébile les étiquetages réglementaires. Ces sacs seront ensuite sortis et mis en grands récipients spéciaux recommandés par le RTMDR.

01.2.3.1 Transport

Les sacs de déchets seront en vue de leur évacuation par route, mis dans des récipients de type demandés par le RTMDR.

Ces récipients et emballages devront être de type homologué, comportant le marquage et le type d'étiquetage réglementaire à respecter en vue du transport.

Le transport des déchets devra être effectué dans le strict respect des textes réglementaires régissant les transports de déchets générateurs de nuisances et de transport des matières dangereuses.

Le transporteur devra justifier de son agrément pour ce type de transport.

01.2.3.2 Mise en décharge

L'entrepreneur devra faire effectuer le transport des déchets dans la décharge la plus proche du chantier.

A ce sujet, il bien spécifié que l'intérêt financier du maître d'ouvrage étant d'évacuer les déchets dans la décharge autorisée la plus proche du chantier, l'entrepreneur sera tenu de se renseigner avant remise de son offre, si de nouvelles décharges de classe 1 ont été "autorisées" depuis la date de la circulaire définissant les sites appropriés.

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge dans le cadre du prix de son marché:

- toutes les manutentions de chargement et de déchargement des camions
- le pesage des déchets
- les frais et taxes à régler au lieu de décharge et tous autres frais éventuels générés par la mise en décharge des déchets

L'entrepreneur devra remettre au maître d'ouvrage:

- avant le début des travaux: une autorisation de décharge par le responsable de la décharge
- en cours de travaux: le ou les certificats de mise en décharge délivré par le responsable de la décharge

Le bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante devra être établi et suivi par l'entrepreneur et le maître d'ouvrage. Il sera établi en 6 exemplaires, dont la diffusion sera effectuée par l'entrepreneur.

Il faut rappeler que le propriétaire du ou des locaux dans lesquels des travaux de désamiantage ont été effectués reste responsable des déchets d'amiante tant qu'il ne sont pas retraités, pendant le transport et même après enfouissement en décharge de classe 1.

01.2.4 ANALYSES ET CONTRÔLE

L'ensemble des mesures et analyses sont à la charge de l'entrepreneur ainsi que toutes les prestations complémentaires nécessaires à l'obtention du niveau maximum d'empoussièrement exigé.

L'entrepreneur doit mettre en place une stratégie d'échantillonnage permettant de simuler l'activité humaine par brassement de l'air ambiant à l'intérieur du confinement.

01.2.4.1 Analyses META de contrôles

Réalisation de mesures en cours de chantier, comprenant:

- mesure dans la zone d'approche: ayant pour objectif de s'assurer que le travailleur n'est pas exposé à l'inhalation de fibres d'amiante lorsqu'il n'a pas sa protection respiratoire. Elle permettra de contrôler notamment le respect par les opérateurs des procédures de sortie de la zone contaminée, le fonctionnement normal de l'aéraulique du sas, la qualité de l'air introduite dans la zone d'approche
- mesure dans la zone de récupération: ayant pour objectif de vérifier que le travailleur n'est pas exposé lors de son séjour en base vie, en contrôlant l'absence de pollution
- mesure en des points du bâtiment maintenus occupés ou en activité, hors zone d'intervention de l'entreprise de désamiantage: cette mesure permet de s'assurer de l'efficacité des mesures de protection en place et ainsi de l'absence de pollution des locaux environnants et d'exposition des éventuels occupants
- mesure à proximité des extracteurs dans la zone de rejet: afin de vérifier l'absence de rejets de fibres d'amiante par les extracteurs et contrôler l'efficacité des filtres
- mesure en limite du périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur

01.2.4.2 Analyses META libératoires et de restitution

Analyse ayant pour objectif de s'assurer avant la restitution des locaux et l'enlèvement du confinement, de l'absence de pollution du fait des travaux réalisés



01.2.4.3 Contrôle visuel

01.2.5 REPLI DE CHANTIER

- Repli de chantier, comprenant:
- repli des installations et du matériel
 - le nettoyage de fin de chantier
 - le rapport de fin de chantier

01.3 DOE

01.3.1 Remise DOE

La remise des dossiers DOE se fait en 3 phases distinctes

1. L'entreprise remet un exemplaire complet de son dossier DOE à la maîtrise d'œuvre, pour contrôle et avis, ceci au plus tard le jour de la réception des travaux. Ce dossier DOE doit comporter, au niveau des pièces graphiques, les plans et schémas existants impactés par l'opération avec mise à jour de fichiers informatiques selon le cas (format DWG et DXF) ainsi que tous les nouveaux plans et schémas créés pour l'opération avec fichiers informatiques correspondants, l'ensemble conforme à la charte graphique précisée par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre.
2. A réception de l'exemplaire complet du dossier DOE, la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage procède à l'analyse technique et les observations ou corrections à apporter sont envoyées à l'entreprise pour mise au point du DOE définitif.
3. L'entreprise corrige son DOE sous deux semaines, produit et remet un dossier complet en 2 exemplaires papier et 1 exemplaire dématérialisé.

Contenu du DOE

Le DOE comprendra:

- ensemble des documents nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage
- plans et schémas conformes à l'exécution
- notes de calculs
- les notices techniques détaillant d'une façon très précise la liste des matériaux et équipements mis en œuvre (marque et référence)
- les procès-verbaux des matériaux notamment de résistance au feu, les avis techniques
- rapport des essais des installations y compris les fiches d'autocontrôle établie par les entreprises
- les certificats de garantie auxquels s'engagent les entreprises et les fournisseurs pour certains ouvrages particuliers ainsi que les contrats d'assurance éventuellement souscrits pour couvrir les garanties.